

RWANDA Révélation sur l

qui a de un mill

Juvénal Habyarimana (de face) devant le Falcon 50 offert par la France en 1989.



L'avion, qui s'est écrasé à Kigali, a fait douze victimes dont le président rwandais et le président de la République du Burundi.

Aéroport
6 avril
Falcon
blique s'
byarima
et plusieurs de
sortir de la piste
l'Etat qui se tra
piste. Ils suivent
lorsque des écl
tropicale. Une
queue, et l'avi
il se transforme
comme une pi
deux cents mè
ses débris se d
la maison, le k
flaque de flam
A ce momen
drame huma
importance. O
Juvénal Haby
douze passag
République du
le chef d'état-
Déogratias Ns
un des homm
ex-militaires fi
liale » de la DG
copilote Jean-F
cien Jean-Mich
« reconditionn
dence rwandai
1989 est en eff
sistance à la di
tien est payé p
tion.

Qui a osé ? I
c'est évidem

Sur l'accident d'avion qui a provoqué la mort d'un million de personnes



Aéroport de Kigali, Rwanda, le mercredi 6 avril 1994 à 20 h 30. Le Dassault-Falcon 50 du président de la République s'apprête à atterrir. Jean-Luc Habyarimana, 29 ans, le fils du président, et plusieurs de ses cousins viennent juste de sortir de la piscine de la résidence du chef de l'Etat qui se trouve presque dans l'axe de la piste. Ils suivent des yeux l'arrivée de l'avion, lorsque des éclairs rouges trouvent l'obscurité tropicale. Une première explosion vers la queue, et l'avion se cabre. Une seconde, et il se transforme en une boule de feu et tombe comme une pierre. La carlingue s'écrase à deux cents mètres de la villa présidentielle, ses débris se dispersent jusque sur le toit de la maison, le kérosène provoque une grande flaque de flammes dans le jardin.

A ce moment, l'attentat constitue déjà un drame humain et politique de première importance. Outre le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, on compte parmi les douze passagers, tous tués, le président de la République du Burundi, Cyprien Ntaryamira, le chef d'état-major de l'armée rwandaise, Déogratias Nsabimana, le colonel Sagatwa, un des hommes forts du Rwanda, et trois ex-militaires français salariés par une « filiale » de la DGSE : le pilote Jacky Heraud, le copilote Jean-Pierre Minaberry et le mécanicien Jean-Michel Perrine. L'appareil Falcon 50 « reconditionné » aux couleurs de la présidence rwandaise et offert par la France en 1989 est en effet au cœur du dispositif d'assistance à la dictature tribaliste et son entretien est payé par le ministère de la Coopération.

Qui a osé ? Le moment de stupeur passée, c'est évidemment la première question. La réponse mériterait une enquête approfondie.

Le 6 avril dernier, l'explosion de l'avion du président rwandais Habyarimana servait de détonateur au plus terrible génocide de cette fin de siècle. Pour « l'Edj », Jean-François Dupaquier a mené l'enquête à Kigali et à Paris.

Par Jean-François DUPAQUIER

Elle est pourtant apportée moins d'une heure plus tard sur les ondes de la sinistre Radio-télévision libre des Mille Collines (RTL), qui, depuis des mois, prépare la « majorité hutue » à l'extermination des Tutsis. « *Ils ont été les premiers à diffuser l'info. Ils ont dit que c'étaient les Belges* », se souvient Sixbert Musangamfura, alors directeur du journal *Isibo*. A cette accusation s'ajoute aussitôt une précision dont personne ne relèvera le caractère contradictoire : « *Ils ont opéré avec des missiles russes Sam 7.* » Ces rumeurs suffisent à provoquer une énorme colère dans les rangs des Forces armées rwandaises (FAR). Au même moment, des barrages sont dressés dans tous les quartiers de Kigali. Les hommes de la garde présidentielle se promènent avec des listes, arrêtent

et exécutent les hommes politiques hutus qui avaient manifesté leur opposition au régime. Quatre mois plus tard, on compte entre cinq cent mille et un million de morts, la plus grande partie des Tutsis du Rwanda ainsi qu'un nombre très important de Hutus, considérés comme hostiles au génocide ou tout simplement « modérés ».

Pourtant, aujourd'hui, aucune enquête officielle n'a encore abouti ni, peut-être, vraiment commencé sur l'attentat. Seules prévalent les manipulations, les « déductions », les mensonges et les articles plus ou moins romanesques.

« *Juste après l'attentat, on a vu deux paras belges quitter l'aéroport dans une jeep.* » L'information complaisamment relayée par les médias extrémistes du Rwanda ne résiste guère à l'examen. La garde présidentielle, fer de lance du régime, venait justement de chasser les militaires belges de l'aéroport le 4 avril, soit deux jours auparavant.

La rumeur de l'utilisation de missiles Sam 7 n'est pas non plus née par hasard. Obsédé par la menace d'un attentat, le général Habyarimana s'était laissé persuader que le Front patriotique rwandais était doté de missiles à guidage infrarouge de ce type, capables d'abattre un avion à moyenne altitude. « *Il avait fait modifier les procédures d'approche de son Falcon 50, pour que le bataillon du FPR, installé au Conseil national de développement (CND), sur la colline de Kacyiru, à trois kilomètres à vol d'oiseau de l'autre extrémité de la piste, ne puisse en aucun cas tirer un Sam 7* », raconte encore Sixbert Musangamfura. C'est ainsi qu'après l'attentat l'histoire du Sam 7 et de la responsabilité du FPR s'est naturellement imposée. Mais personne n'a pensé à vérifier sa véracité. ▶

► A cet égard, la palme du rocambolesque revient au flamboyant capitaine Barril, ex-patron du GIGN et ex-gendarme de l'Élysée. Toujours prêt à vendre ses conseils aux dictateurs africains, il s'était vu mandater par Agathe Habyarimana pour enquêter sur les circonstances de la mort de son mari. Le 23 juin, il exhibe ses « trouvailles » devant des journalistes du *Monde* : la « boîte noire » qu'il a arrachée à l'épave du Falcon 50 et deux lanceurs de Sam 7 qu'avec un flair infailible il a retrouvé à l'endroit même où les assassins ont tiré, ainsi que des dizaines d'heures d'enregistrement de la tour de contrôle de Kigali. Il a « constaté » que la colline de Masaka d'où sont partis les missiles était située « en pleine zone FPR ». L'ennui, c'est que ces déclarations sont sorties de son imagination. D'après tous les témoins de notre enquête, le Falcon 50 d'Habyarimana n'était pas équipé de boîte noire, que l'agent 007 français a confondue avec une banale boîte de dérivation. Et, surtout, l'avion n'a pas été abattu par des missiles Sam 7.

« Des Sam 7 ? C'est tout simplement impossible. » Le brigadier-général Angidoho, de la Minuar, rigole en se faisant traduire les déclarations du capitaine Barril au *Monde*. « C'est un tissu d'âneries. Les hommes du FPR étaient bien coincés dans l'immeuble du CND. Ils ne pouvaient pas mettre le nez dehors sans que nous les escortions. Je vous rappelle qu'ils étaient moins de six cents.

Quant à la colline de Masaka, où s'est déroulé l'attentat, on n'y trouvait que les fidèles du président Habyarimana. » A cet endroit, peu après le drame, les trois mille paysans qui auraient pu, par inadvertance, identifier les assassins ont été liquidés par la garde présidentielle.

Sur les « missiles » qui ont abattu l'avion des deux présidents et servi de détonateur au génocide, l'officier Angidoho a fait des constats évidents. « A l'altitude de l'avion, on ne pouvait pas valablement tirer un missile sol-air. » Le brigadier général et les autres officiers de la Minuar venus enquêter sur l'épave du Dassault-Falcon 50 en ont été empêchés par des éléments de la garde présidentielle durant les quinze jours qui ont suivi l'attentat. Cependant, ils ont pu survoler les débris en hélicoptère et prendre des photos. En privé, ils sont aujourd'hui formels : ce sont les Hutus les plus durs qui ont éliminé le président rwandais pour casser les accords d'Arusha qui obligeaient les Hutus à

« Ce que j'ai vu, ajoute Angidoho, c'est que l'avion n'avait pas été touché par des tirs de mitrailleuse, mais par des roquettes. Même si des morceaux de l'épave avaient déjà été tournés et retournés, on aurait des petits trous. » Une observation confirmée par un autre représentant de la Minuar, Pierre Mehu : « Ce qui nous a frappés, ce sont deux trous ronds dans les ailes, de 50 ou 60 centimètres de largeur. Exactement comme lorsqu'une roquette RPG 7 frappe de la tôle pas très épaisse, comme un toit en tôle ondulée. »

Les officiers que nous avons rencontrés et qui avaient observé l'épave affirment que le Falcon 50 du président rwandais a tout simplement été abattu par une salve des militaires hutus embusqués dans l'axe de la piste et dotés de RPG 7, cette sorte d'arme individuelle antivehicules très rustique, copiée sur le Panzerfaust de l'armée nazie, et dont l'ex-armée soviétique a inondé les militaires du tiers monde. Evidemment, cette explica-

tion est moins séduisante que celle de « spécialistes des missiles », de préférence des mercenaires blancs payés par l'un ou l'autre camp pour abattre un dictateur honni. Elle s'impose pourtant, compte tenu d'éléments balistiques aussi simples que la trajectoire de l'avion, qui est tombé à 1 850 mètres du début de la piste, légèrement hors de l'axe des pistes, juste après avoir été touché à 100 mètres d'altitude.

Michel Meriac, ingénieur chez Dassault, juge, lui aussi, que cette hypothèse est la seule crédible. « A deux kilomètres du point d'atterrissage, il vole très bas et représente une cible très exposée. » Un point de vue que confirme en tous points Raymond Auffray, l'un des meilleurs spécialistes français des accidents aériens : « On peut abattre un Falcon 50 avec des RPG 7 juste avant l'atterrissage. Pour peu que les projectiles aient atteint les endroits les plus vulnérables, la queue du triréacteur ou le départ des commandes de gouverne, l'avion est tombé pas loin de l'endroit où il a été tiré. Ce n'est pas plus difficile que la chasse aux oiseaux. Pas besoin de missiles pour ça. »

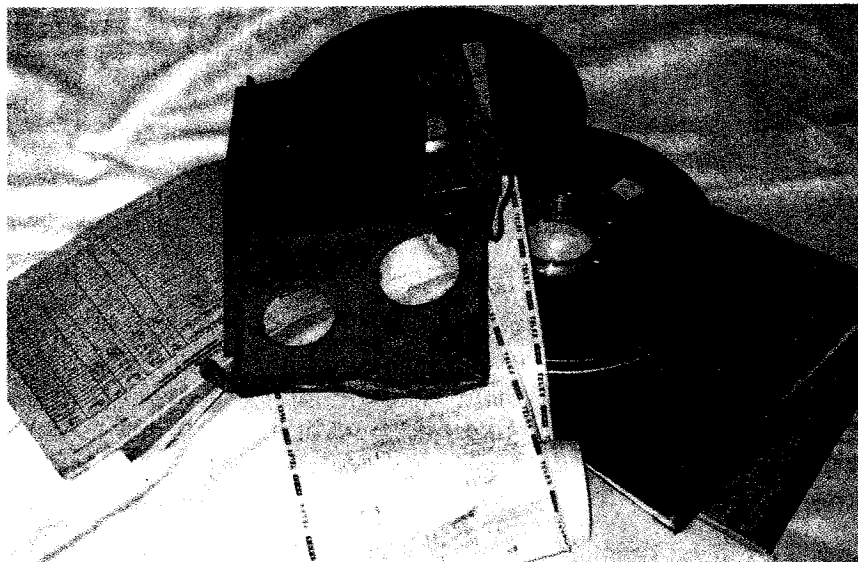
Dans son très intéressant livre sur la genèse et le déroulement du génocide au Rwanda (1), Colette Braeckman a recueilli les confidences d'un habitant belge du secteur d'où sont partis les tirs : « Dès le matin du drame, l'armée rwandaise avait mis plusieurs mitrailleuses quadruples en position derrière le camp militaire de Kanombé

et à proximité du village de Masaka. Une heure avant l'attentat, donc en début de soirée, ces militaires occupaient toujours la même position (...). »

A Kigali, les témoignages abondent sur l'annonce d'un événement considérable le 6 avril. André Sibomana, prêtre et directeur du journal catholique d'opposition *Kinyamateka*, l'a même annoncé. « Le président se savait menacé par les pires extrémistes du Hutu Power. C'est pourquoi il emmenait toujours avec lui le chef d'état-major et son secrétaire particulier Sagatwa, qui passaient pour les chefs de file des plus extrémistes », note Sixbert Musangamfura.

L'attentat du 6 avril a tout simplement été commis par un groupe de fanatiques hutus de la solution finale, sommairement équipés. Des néonazis tropicaux, lecteurs assidus d'Hitler qui n'avaient pas oublié l'« admirable » manipulation de l'incendie du Reichstag...

J.-F.D.



La prétendue « boîte noire » du Falcon présidentiel abattu le 6 avril dernier.

**Ce sont
les Hutus durs
qui ont tiré
avec
des roquettes
sur l'avion
présidentiel**

(1) Rwanda, histoire d'un génocide

Moins de deux jours après l'attentat contre le Falcon, l'adjudant-chef Alain Didot, 46 ans, son épouse Gilda, née Lana, 44 ans, et l'adjudant-chef René Maier sont morts dans l'après-midi du vendredi 8 avril pour avoir voulu protéger des Tutsis. Curieusement, ils n'ont pas été victimes de la vengeance de miliciens ou de militaires des FPR, comme la rumeur en a été rapportée, mais exécutés par des soldats du Front patriotique rwandais, ceux-là mêmes qui venaient secourir leurs frères tutsis.

L'adjudant-chef Didot était depuis 1992 conseiller technique de transmissions dans le détachement d'assistance technique gendarmerie au Rwanda. Il y avait été rejoint en 1993 par l'adjudant-chef Maier, conseiller technique de police judiciaire. Le vendredi 8 avril, Alain et Gilda Didot sont dans leur villa située à Kacyiru, une colline sécurisée de Kigali sur laquelle sont implantés de nombreux ministères ainsi que l'hôtel Méridien, un des sièges de la Minuar et le bâtiment du Conseil national du développement. Le CNP abrite le bataillon FPR, 540 hommes introduits à Ki-

gali dans le cadre de la mise en œuvre des accords d'Arusha. La villa de l'adjudant-chef Didot est située à mi-chemin du siège de la Minuar et de celui des soldats du FPR, juste à côté du rond-point stratégique qui commande l'accès à l'aéroport depuis le centre-ville. C'est un poste d'observation idéal mais,

en même temps, un endroit très exposé.

L'adjudant-chef René Maier, lui, habite seul un pavillon dans l'enceinte du camp de gendarmerie de Kacyiru. Dès le 7 avril, après l'annonce de l'attentat, il a rejoint son collègue et ami Didot pour participer à ce que, dans le jargon militaire, on appelle la « veille radio ». Fanatique de transmissions, l'adjudant-chef Didot avait installé chez lui tout un appareillage qui lui permettait d'entrer en liaison radio avec la

Mission d'assistance militaire française (MAM), avec le réseau de l'ambassade de France et avec d'autres réseaux civils. De sa villa, il surveille à la jumelle le bataillon du FPR et rend compte de l'évolution de la situation heure par heure. Il raconte que, le 7 avril, à 5 heures du matin, des échanges de tirs ont

débuté entre les forces gouvernementales et le FPR. La garde présidentielle s'est embusquée au rond-point, tout près de son camp.

Le lieutenant-colonel Dany, chef du détachement militaire d'assistance technique gendarmerie, demande à Didot de profiter d'une accalmie pour évacuer son domicile. « Impossible sans prendre de gros risques, je préfère poursuivre la mission de renseignements et de relais radio », répond Alain Didot. On découvrira plus tard qu'il s'agit en partie d'un pieux mensonge. Alain et Gilda Didot ainsi que René Maier ont décidé de protéger leurs voisins tutsis de la fureur des miliciens. Une quinzaine de ces derniers se cachent dans la maison. Les deux gendarmes ont creusé une tranchée devant la villa et, armés à la main, dissuadent les miliciens de s'approcher.

Vers 14 heures, le contact radio est rompu. Le lieutenant-colonel Dany veut croire qu'il s'agit d'une panne de générateur. A 17 heures, le directeur du Méridien réussit à joindre par radio l'ambassade de France. Il vient de recueillir un groupe de réfugiés tutsis qui disent arriver de la maison des Didot.

En début d'après-midi, des éléments avancés du mouvement rebelle se sont introduits dans la parcelle de l'adjudant-chef. Les militaires du FPR ont autorisé les Rwandais réfugiés dans la maison à partir, après avoir vérifié leur qualité de Tutsis. Mais, auparavant, et malgré leurs supplications, ces derniers ont dû assister à l'exécution de l'adjudant-chef Didot à coups de machette et à celles de sa femme et de l'adjudant-chef Maier, abattus d'une rafale.

J.F.D.

La vérité sur la mort des gendarmes français de Kigali

BONNES FÊTES

DU 1^{er} AU 31 DECEMBRE 1994

DEUX OFFRES EXCEPTIONNELLES

-25%

SUR LES NOUVEAUTÉS CD ET VIDÉO CASSETTES
Sauf points rouges

ET -15%

SUR UNE SÉLECTION D'ARTICLES DE GRANDES MARQUES TV - HI-FI - VIDÉO
AKAI, SONY, PHILIPS, PANASONIC, SABA, SCHNEIDER, THOMSON, AIWA etc...

RIVOLI - BELLE-ÉPINE
CRÉTEIL - PARLY 2 - ROSNY 2
FLANDRE - MONTLHÉRY - VILLENEUVE LA GARENNE



FZZ